



« Reform vun de Studiebäihëlefen » Pour une allocation d'autonomie!

Les « Jeunesses Socialistes Luxembourgeoises » sont sceptiques quant à la proposition du gouvernement concernant la réforme de loi relative aux aides financières pour les études supérieures.

Selon les informations provenant du Ministère en charge, le gouvernement envisagera d'allouer aux étudiants une aide financière qui se compose d'une bourse et d'un prêt. Le montant de la bourse pour une année académique sera divisé en trois parties : un montant de base de 2000 € accordé à tous les étudiants effectuant des études supérieures, une deuxième partie de 2000€ liée à la mobilité et dernièrement une partie fixée entre 0 € et 2500 € dont le montant sera calculé en fonction des revenus des parents. Pour les plus précaires, une aide supplémentaire de 1 000 euros pourra être ajoutée. Finalement, les étudiants ont le droit de contracter un prêt de 6500 €/an.

Les « Jeunesses Socialistes Luxembourgeoises » sont particulièrement choquées du changement de paradigme qu'envisage le gouvernement avec l'introduction d'une dépendance directe du montant de la bourse au revenu des parents. D'autant plus, cette réforme semble viser uniquement la réduction des dépenses de l'État d'un montant d'environ 70 millions d'euros et n'a pas l'ambition de mettre au centre l'étudiant et son parcours de formation.

Dû à la réforme proposée les jeunes seront obligés de trouver un emploi pour financer leurs études indépendamment de leurs parents. Concilier études et emploi peut se révéler difficile pour les étudiants et constitue un risque d'échec. Les jeunes auront encore la possibilité de contracter un prêt étudiant. Or, celui-ci doit être remboursé. Il n'est qu'une hypothèque au détriment d'un bon départ dans la vie active. En outre, la dépendance financière des jeunes face à leurs parents peut impliquer un droit d'intervention des parents à l'égard du choix des études.

La réforme proposée touche d'autant plus les ménages les plus modestes de notre société. Les étudiants provenant de familles avec des revenus modérés et qui pour des raisons de frais optent pour l'Université du Luxembourg sont punis. Ils perdent le droit à la tranche allouée à la mobilité qui correspond à un tiers de la totalité de la bourse. La réforme proposée oblige les étudiants à s'endetter, crée des distorsions sociales et nuit à l'attractivité et à l'image de l'Université du Luxembourg.

Tenant compte que le nouveau projet de loi relatif aux aides financières pour études supérieures s'éloigne de l'idée d'autodétermination, les « Jeunesses Socialistes » plaident pour un système d'aides basé sur une allocation d'autonomie.

Selon les « Jeunesses Socialistes » l'Etat est dans l'obligation de garantir un soutien à tous les jeunes. La création d'une allocation d'autonomie, aide unique versée à chaque étudiant en fonction de sa situation propre, devrait lui permettre de mener à bien son projet de formation et d'insertion indépendamment de sa situation sociale et familiale.

Finalement, l'objectif principal de la politique d'enseignement supérieur doit être un encadrement tel que l'étudiant puisse se concentrer à la réussite de ses études. Les étudiants ne doivent pas se retrouver dans une situation dans laquelle ils seront contraints de trouver un emploi, mais cela devra rester un choix facultatif. Par conséquent, l'allocation d'autonomie est un moyen efficace pour lutter contre les déterminismes, la précarité et la reproduction sociale.